

Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Egypte-revolution-et-luttes.html>

Egypte : révolution et luttes sociales

- Français - Analyses et témoignages - Moyen-Orient -

Date de mise en ligne : jeudi 14 février 2013

Auteur(s) : Assia Boutaleb

Si l'on retient de la révolution égyptienne de 2011 la figure du jeune internaute branché, si l'on découvre, en 2013, celle, plus sombre, du jeune cagoulé vêtu de noir, il en est une que la plupart des médias ignorent alors même que son rôle est incontestable dans le cycle de mobilisations que connaît l'Egypte depuis deux ans, et au-delà depuis la fin des années 1990 : celle du petit salarié, qu'il soit ouvrier, fonctionnaire ou employé.

[<http://www.resistenza.es/wp-content/uploads/egypt-revolution.jpg>]

Moins médiatiques que les affrontements entre militants politiques et forces de l'ordre, plus constantes et régulières que les épisodes protestataires qui se déploient dans les rues, les mobilisations du monde du travail sont l'autre face, tout aussi cruciale et tout aussi expressive, de cette révolution.

La force et l'acuité des luttes qui se déclinent en termes économiques et se conjuguent au présent de la question sociale ne sauraient être occultées dans la compréhension de la geste révolutionnaire.

Elles en sont un des réfracteurs et entretiennent un rapport homothétique, dans la forme et le fond. Elles sont aussi le soubassement, voire une des clés d'explication des flambées de violence, de colère et de protestations que la moindre étincelle politique suffit à allumer dans l'Egypte d'aujourd'hui.

Une révolution ne relève pas de la théorie de la génération spontanée. L'égyptienne ne déroge pas à la règle ; si la contestation qui s'est cristallisée le 25 janvier 2011 par l'occupation de la place Tahrir fut imprévisible, elle ne s'inscrit pas moins dans un cycle de protestations indépendantes des formations politiques et à l'initiative des ouvriers et des jeunes.

OCCUPATION DE TOUTE UNE VILLE

Pour la seule année 2007, l'Egyptian Workers and Trade Union Watch dénombre 580 actions revendicatives (en 2004, il s'agissait de 191 actions). En septembre 2007, 22 000 ouvriers de l'usine de textile Ghazl Al-Mahalla, fleuron de la troisième ville du pays, Mahalla Al-Koubra, se mettent en grève pour réclamer une amélioration de leurs conditions de travail et un salaire minimum.

Pour la première fois en Egypte, un ouvrier du comité de grève élu, Sayyid Habib, déclare lors d'un meeting : "Nous défions le gouvernement (...) Nous nous battons pour nos droits et la chute du gouvernement." La politisation des revendications sociales est explicite.

Quelques mois plus tard, c'est de la même usine, en avril 2008, qu'une grève conduit à l'occupation de toute une ville. Elle reste, aujourd'hui encore, un souvenir vivace chez les militants syndicaux et politiques tant la répression est féroce (affrontements avec les forces de police faisant un mort et 331 arrestations) et tant elle marque une étape dans la synchronisation des luttes sociales et politiques.

Le 1er mai 2010, un rassemblement d'ouvriers de diverses usines se forme devant le Parlement et entonne des slogans sans ambiguïté : "Un salaire minimum juste ou que le gouvernement rentre à la maison", "A bas Moubarak et tous ceux qui augmentent les prix". Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de l'étroite imbrication des mouvements sociaux dans la trame révolutionnaire.

Il nous suffit de mentionner que c'est au cours même de l'occupation de Tahrir, durant ces dix-huit jours qui conduisent au départ du président Hosni Moubarak, que se crée, le 30 janvier 2011, le premier syndicat indépendant de l'Égypte : la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (Efitu), qui appelle immédiatement à une grève générale, très suivie.

Pourtant, l'événement est l'un des moins médiatisés du soulèvement populaire. Il n'empêche, l'un des acquis de la révolution est bien là, dans la fin du monopole de l'omnipotente Fédération des syndicats égyptiens (ETUF) fondée par Nasser.

La liberté syndicale est reconnue par décret le 12 mars 2011, et en août la direction nationale de l'ETUF est dissoute, ce qui était la toute première revendication de l'Efitu. Mais cet acquis est fragile et ambivalent. Liberté syndicale reconnue mais action collective criminalisée : c'est également par décret qu'en mars, le Conseil suprême des forces armées chargé de la transition assortit toute incitation à l'organisation de sit-in ou d'actions perturbant le travail des autorités publiques d'une amende de 5 537 euros.

LA CHUTE DU RÉGIME DE MOUBARAK N'A PAS APAISÉ LA COLÈRE

La sanction est de 55 377 euros et d'au moins un an de prison pour toute action de violence conduisant à "la destruction des moyens de production" ou "susceptible d'atteinte à l'unité nationale, à la sécurité publique et à l'ordre social". L'imprécision des termes est propice à l'interprétation la plus extensive, comme en témoigne la condamnation à la prison, par un tribunal militaire, le 29 juin 2012, de cinq ouvriers de la compagnie de gaz et de pétrole Pétrojet, coupables d'avoir campé deux semaines devant le ministère du pétrole, pour demander la titularisation de 200 employés au statut précaire.

La chute du régime de Moubarak n'a pas apaisé la colère, loin s'en faut. Des grèves récurrentes bloquent les usines et les rues du centre-ville. Dans les secteurs industriel et tertiaire, une amélioration des conditions de vie et une refonte du droit du travail égyptien sont revendiquées.

En 2011, selon l'ONG Sons of the Land Association for Human Rights, plus de 1 400 actions collectives ont eu lieu impliquant au moins 60 000 travailleurs, soit deux à trois fois plus qu'auparavant. Du jamais-vu dans l'histoire de l'Égypte. Pour le seul mois de septembre 2012, le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux recense près de 300 actions collectives ouvrières.

Les revendications restent les mêmes (salaire minimum et conditions de travail), auxquelles s'ajoutent des demandes politiques : l'exigence que des directeurs de sites ou de services soient "dégagés", que les "petits Moubaraks" de toute sorte subissent le même sort révolutionnaire.

En cela, les ouvriers égyptiens partagent avec le peuple le bénéfice acquis lors du soulèvement : le pouvoir de dire, la reconquête de leurs voix, à défaut de leurs droits. En effet, ils sont rares les exemples de changement de direction, peu nombreux durant la gestion de la transition par l'armée, de plus en plus rares sous le règne des Frères musulmans.

Evoquons aussi la déconnexion grandissante entre les expressions et formulations de la question sociale et les traductions politiques des tourments transitionnels. Force est de constater que les luttes sociales, avec tout ce qu'elles comportent de revendications socio-économiques, viennent s'échouer au pied de l'arène politique.

UN PEUPLE EN PAUPÉRISATION CHRONIQUE

Non seulement peu de partis mentionnent les intérêts des travailleurs et des ouvriers, mais encore les nouveaux syndicats connaissent des conditions de travail précaires ; faute de ressources, la plupart ne disposent ni de locaux ni de cadres.

Un an après le départ d'Hosni Moubarak, l'Efitu a beau revendiquer regrouper 200 syndicats et 2 millions de membres, elle est le théâtre de scissions tonitruantes ; bien expert celui ou celle qui pourrait en établir la puissance réelle.

Soyons justes : les dimensions économique-sociales ne sont pas absentes des programmes des partis politiques, anciens ou nouveaux, et le très bon score du candidat nassériste Hamdeen Al-Sabahi, fondateur du parti Al-Karama, à la présidentielle, où il parvient à capitaliser 20,7 % des suffrages exprimés au premier tour, s'explique par sa proximité avec les mouvements sociaux.

Reste que Khaled Ali, l'ancien directeur du centre égyptien pour les droits économiques et sociaux et leader syndical, n'a récolté que 0,6 %. La compétition pour les sièges parlementaires n'a guère été plus favorable : en comptant large, 25 députés du premier Parlement post-révolutionnaire peuvent être considérés comme proches de la cause ouvrière.

Signe des temps ou paradoxe dramatique d'un pays qui connaît une situation économique catastrophique et dont tous les indicateurs financiers sont au rouge ? Quoi qu'il en soit, au désastre de l'économie égyptienne et au désarroi d'un peuple en paupérisation chronique, le pouvoir en place reste, dans le meilleur des cas, sourd, à tout le moins peu réceptif et, dans le pire, répressif.

En effet, il est faux de croire que le projet politique des Frères musulmans est un véritable projet de société dans le sens plein du terme : s'il est bien sociétal, connu - ô combien - pour ses aspects relatifs aux mœurs et à l'édiction de la morale, il est plus que superficiel sur la question sociale et euphémistique sur la fracture sociale.

Cependant, les Frères ont des considérations plus nettes et plus précises qu'on ne le croit sur le volet économique. Le credo néolibéral, avec ce qu'il implique de privatisations dans l'éducation, la santé, les transports et l'énergie n'est pas, pour eux, une découverte des injonctions du FMI.

Ils l'endossent et le revendiquent explicitement dans leur programme qui fut le seul, lors de la campagne présidentielle, à encourager les investissements étrangers dans les infrastructures principales et la libéralisation centralisée des échanges commerciaux.

"PAIN, DIGNITÉ, JUSTICE SOCIALE"

Le slogan de la révolution "Pain, dignité, justice sociale" garde toute sa pertinence, deux ans après. Si la violence des black blocs (fondés sur le modèle des groupes radicaux européens) a pu surprendre, si celle des forces de l'ordre a pu rester intacte, elles n'en demeurent pas moins sans commune mesure avec la violence sociale qui perdure, au-delà et à côté de la révolution.

La dynamique et l'enjeu de cette dernière ne sont réductibles ni au clivage simplifié entre laïc et islamiste, ni à la seule alternative entre pacifisme et violence, ni, encore, au trompe-l'oeil de la distinction entre Etat civil et Etat militaire.

Assia Boutaleb, maître de conférences à Paris VIII

Assia Boutaleb, maître de conférences en sciences politiques à l'université Paris-VIII - Saint-Denis, a soutenu une thèse sur les processus de légitimation en direction de la jeunesse dans l'Egypte d'Hosni Mubarak. Ses travaux portent sur l'autoritarisme, les processus révolutionnaires et les configurations transitionnelles en Egypte et dans le monde arabe

[Source : Le Monde - Idées](#)

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/02/11/egypte-revolution-et-luttes-sociales_1830161_3232.html]